

Être SOLIDAIRE

EDITO

La paix ? Parlons-en !

« La paix est essentielle pour le développement des sociétés », c'est l'un des concepts majeur de l'ONU.

L'histoire de l'humanité enseigne que les guerres sont en effet toujours destructrices. Les conflits armés d'aujourd'hui témoignent que se sont avant tout les populations civiles qui paient les confrontations au prix le plus fort. Des morts par dizaines de milliers, des mutilés, des blessés, des traumatismes de toutes sortes, des villes et villages détruits et à chaque fois prolifèrent la misère, la pauvreté, les déplacements massifs d'habitants.

Pourquoi ne pas s'interroger sur les responsabilités des grands États dit développés, et des grandes firmes industrielles, qui s'enrichissent et spéculent en produisant les armes et en les commercialisant à travers le monde ? Ce sont d'ailleurs les mêmes qui régendent les affaires du monde à l'ONU, à l'Organisation Mondiale du Commerce, au FMI.

N'est-il pas grand temps en citoyen du monde de se remobiliser pour rouvrir la voie au désarmement, en premier l'abolition des armes nucléaires, afin de consacrer les énormes moyens intellectuels et financiers ainsi dégagés, **pour des objectifs consacrés au développement humain et éradiquer la misère ici et dans le monde ?**

Même défi, le capitalisme dominant a enclenché une féroce « guerre économique ». Il faut être toujours plus compétitif pour écraser les concurrents, dominer les marchés là où les profits sont les plus élevés dans le temps le plus court. Les travailleurs devraient redevenir jetables, corvéables, tout dévoués à la seule rentabilité financière et à l'épanouissement des grandes fortunes.

La précarité généralisée se substitue aux normes sociales acquises au fil des luttes sociales qui font la qualité d'une vie au travail et dans la cité.

Notre monde n'a pas besoin de « guerriers » qui tuent les solidarités et même des salariés. **Il dépend de nous que le progrès civilisateur reprenne sa marche en avant en faisant valoir un langage de paix, de coopération et de partage entre toutes les intelligences, de toutes générations.**



ALPHONSE VÉRONÈSE
Membre du Conseil d'Administration



Coupable d'être pauvre !

Pour faire face aux difficultés provoquées par la crise, 67 % des personnes font plus confiance aux associations qu'à l'État ou aux collectivités locales.

Après des années de politiques publiques marquées par un recul des solidarités institutionnelles au profit d'une affirmation individuelle, la solidarité n'arrive qu'au huitième rang des valeurs les plus importantes.

Non seulement l'État transfère ses responsabilités vers des associations, mais en plus il envisage de remettre en cause le budget de l'aide alimentaire.

Depuis des mois, les principales associations caritatives françaises alertent sur l'avenir du Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) qui permet chaque année de nourrir 18 millions d'euro-péens, dont 4 millions en France.

Le dispositif déjà remis en question l'an passé pourrait être amoindri à partir de 2014. Dans une Europe en pleine crise économique, l'enjeu est de taille. Il s'agit d'un élément de cohésion. Sa remise en cause ne pouvant qu'aggraver la défiance vis-à-vis de l'Union européenne.

Mis en place en 1987, le PEAD à l'origine utilisait les surplus de la politique agricole commune pour distribuer des repas aux plus démunis.

Aujourd'hui, le PEAD est une aide proprement vitale à l'alimentation de personnes dans vingt pays de l'Union européenne.

En France, il permet de distribuer 130 millions de repas, soit le tiers des denrées alimentaires distribuées chaque année dans le pays.

Une remise en cause du budget de l'aide alimentaire est d'autant plus scandaleuse que l'Europe ambitionne une baisse de 25 % de la pauvreté d'ici 2020 et que nous constatons dans chacun de nos pays la montée du nombre de travailleurs pauvres.

C'est donc là un enjeu de mobilisation syndicale.

Frédéric Imbrecht
Responsable national de la CGT

Un 50^e congrès de la CGT sous le signe de la solidarité !

Le 50^e congrès de la CGT qui réunira tous les syndicats de l'organisation se tiendra du 18 au 22 mars 2013 à Toulouse.

Comme le décrit le document d'orientation préparatoire aux travaux du congrès : « *La crise majeure du capitalisme qui perdure depuis 2007, bouleverse la vie de millions de personnes dans le monde, exacerbe les oppositions de classes, modifie les équilibres territoriaux et géopolitiques.*

Ce n'est pas simplement un nouvel avatar des cycles économiques que connaît régulièrement le capitalisme.

Déréglementation, financiarisation de l'économie, globalisation, reculs des moyens et capacités d'intervention des États au profit des grands groupes transnationaux et des marchés financiers marquent sérieusement la période.

Mise en concurrence des salarié-e-s, explosion du chômage, restructurations, délocalisations, casse du droit du travail, diminution de la protection sociale, aggravation des conditions de travail, intensification du travail, recours massifs aux aides publiques pour les entreprises sont des tendances lourdes. »

Face à ces constats, qui ne sont pas inéluctables contrairement aux discours fatalistes ambiants, **la CGT et son association de solidarité, L'Avenir social, ont une responsabilité importante dans la période pour créer l'immense élan émancipateur et solidaire** dont les peuples, les salarié-e-s, ont tant besoin aujourd'hui.

C'est cet esprit de solidarité et de conquête que nous devons insuffler pour ouvrir une nouvelle période de progrès social avec un rapport de force plus favorable aux salariés.

De ce point de vue, le 50^e congrès constituera un événement majeur, tant en interne qu'en externe, et sera un point d'appui non négligeable dans la prochaine période.

Dans ce cadre, *L'Avenir social* sera évidemment présent en continu lors de ce moment de démocratie syndicale, à travers un stand et du matériel de communication, afin de faire de la question de la solidarité un enjeu permanent dans les débats du congrès et susciter l'adhésion et l'engagement dans nos actions.

Une plaquette de présentation de l'association et de son action sera distribuée aux congressistes.

Elle reprendra le programme du stand de *L'Avenir social* durant ces cinq jours dont en particulier (sous réserve) une rencontre avec les camarades de l'union locale Toulouse et de Tarbes afin de découvrir leurs projets solidaires, un moment convivial avec les organisations de solidarité de la CGT, des échanges avec les membres du CA de l'association présents sur place, la diffusion d'un reportage sur Haïti, un café solidaire mais aussi profitant du fait que la PGFTU (syndicat Palestinien) devrait être présente au congrès, un focus particulier sur la situation en Palestine et sur notre action de Solidarité en direction du peuple palestinien.



Ce sera un moment important pour

L'Avenir social, pour sa démarche originale de solidarité visant à intervenir tant sur les causes que sur les conséquences, pour **construire une solidarité durable** et pour **ancrer notre association encore plus et mieux dans la vie de la CGT.**

Au regard du contexte actuel complexe et difficile tant du point de vue économique, politique que social, la solidarité demeure la valeur déterminante et fondamentale pour que s'engage réellement la voie d'une autre humanité porteuse de progrès social, de démocratie et de paix.

L'Avenir social donne donc rendez-vous à l'ensemble des délégués présents, ainsi qu'à toutes les organisations de la CGT, lors du 50^e congrès confédéral pour ouvrir le champ des possibles, pour changer durablement les conditions d'existences des salariés et faire résonner la solidarité au-delà de la ville rose !

Eric FERRERES,
membre du CA



Une nouvelle fois, la population civile palestinienne de la bande de Gaza a été victime de raids israéliens meurtriers et destructeurs. La CGT a condamné cet engrenage de la violence qui a frappé cette région du monde à quelques semaines des élections Israéliennes et à la veille du vote porteur d'espoir de l'AG des Nations Unies sur la reconnaissance à la Palestine du statut de membre observateur. La CGT était intervenue auprès du Président de la République pour que la France œuvre positivement pour cette admission, ce qu'elle a fait.

En moins de deux semaines, les raids israéliens et les tirs de roquette du Hamas et du Jihad Islamiques ont fait cinq victimes israéliennes et près de 300 morts et de nombreux blessés palestiniens.

La CGT et *l'Avenir social*, son association de solidarité, en lien avec la PGFTU, notre partenaire syndical en Palestine, ont lancé à nouveau un appel à la Solidarité financière.

La solidarité avec la Palestine est une tradition ancrée à la CGT et à l'Avenir social.

Entre 1984 et 1988, la maison pour enfants, gérée alors par *l'Avenir social*, a reçu régulièrement des enfants palestiniens.

En 2007, le CCN de janvier décidait d'une campagne de solidarité pour la Palestine et *l'Avenir social* organisait la collecte en vue de verser 100 euros à un maximum de famille.

Une délégation CGT *Avenir social* se rendait en juillet 2007 en Palestine pour remettre la solidarité, 400 familles avaient été ainsi aidées.

En 2009, après la très meurtrière opération

« plomb durci » sur Gaza qui a coûté la vie à près de 1 400 palestiniens dont 350 enfants, une nouvelle collecte était organisée pour équiper en cartables et fournitures scolaires 2 700 enfants de Gaza et aider à la création d'emplois de solidarité.

Une délégation de la CGT se rendait en mars 2010 à Gaza et en Palestine pour témoigner de notre soutien.

Aujourd'hui, la situation économique et sociale en Palestine et à Gaza a peu évolué, le taux d'activité reste faible : 44,4 %, celui du chômage au dernier trimestre 2011 de la population active était de 21% pour les territoires occupés et de 30,3 % dans la bande de Gaza. Les plus touchés sont les jeunes de 20 à 24 ans dont le taux d'activité était de 45,3 % et le chômage de 38 %.

Malgré une augmentation très limitée de l'emploi, les salaires réels ont continué de baisser et le pouvoir d'achat a diminué de 2,8 % en 2011, 80 % des habitants de Gaza dépendent de l'aide internationale pour survivre,

En 2011, 27 % des familles se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire dans l'ensemble des territoires occupés, 18 % en Cisjordanie et 44 % dans la bande de Gaza. Celle-ci est aujourd'hui une véritable prison à ciel ouvert où les produits de première nécessité entrent au compte goutte, même si les Israéliens ont un peu élargi la gamme autorisée.

Cette bande de terre de 40 km de long sur 8 km de large enferme 1,5 million de personnes entourée de murs et de clôtures électrifiées, avec au large la marine de guerre israélienne.

On ne peut y entrer ou y faire entrer, idem pour la sortie, qu'avec une autorisation des autorités et de l'armée israélienne.

Cette situation contraire aux règlements internationaux ne peut qu'exacerber les tensions et les provocations.

Une délégation de la CGT, conduite par son secrétaire général Bernard Thibault, accompagnée de Agnès Naton, dirigeante de la CGT et Présidente de *l'Avenir social*, se rendra en Palestine et notamment à Gaza prendre connaissance de la réalité vécue et témoigner de notre solidarité.

À cette occasion, la délégation devrait, avec la PGFTU, fixer l'objectif immédiat de la collecte au regard des besoins à Gaza et en Palestine. Elle discutera également de la solidarité plus permanente à construire dans les mois à venir. La présence du Secrétaire général de la PGFTU, le camarade Shaer, à notre 50^e congrès, sera aussi l'occasion d'avoir un échange avec lui pour construire cette solidarité.

Au-delà de la solidarité financière et matérielle, les travailleurs palestiniens, le peuple palestinien ont besoin de tout notre soutien pour :

- la levée du blocus de la bande de Gaza ;
- la reconnaissance pleine et entière d'un État Palestinien dans ses frontières de 1967 tel que reconnu par les résolutions de l'ONU et avec Jérusalem Est comme capitale.

Renforçons l'amitié et la solidarité des travailleurs de France et de Palestine.

Jean-Michel JOUBIER

membre du CA de *l'Avenir Social*

Nota : les données statistiques sont tirées d'une note de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale des Nations Unies sur la période 30 mars 2011 au 29 mars 2012.

**Un formidable élan de solidarité !
Aux euros collectés**

Le drame que vit le peuple palestinien a provoqué un formidable élan de solidarité, aussi bien parmi les organisations de la CGT que parmi le réseau de correspondants tissé par *l'Avenir social*.

Au 30 janvier 2013, la collecte s'élève à 37 779,20 euros.

Poursuivons encore notre élan de solidarité.



Trois ans après le séisme :

- quelle est la situation d'Haïti ?
- qu'en est-il de notre solidarité ?

Rappelons-nous : le terrible séisme qui a frappé le peuple haïtien en janvier 2010 a suscité **un profond élan de solidarité**. Si la catastrophe était bien d'origine naturelle, l'ampleur des conséquences prenait sa source ailleurs que dans les plaques tectoniques.

Ne nous y trompons pas, les milliers de dons qui nous sont parvenus sont autant de cris de révolte. Une passerelle par-delà l'Atlantique de ceux qui, ici, trouvent un beau matin les portes de leur usine closes à ceux que la dette accable et qui sont contraints à une vie où la préhistoire fait figure de siècle des lumières. Dans les deux cas, les mêmes responsables sont aux commandes. C'est un seul et même système qui génère et entretient le sous-développement humain.

Notre solidarité porte ce message-là. **La dignité, la liberté, le bien-être sont des exigences fondamentales de tout**

peuple, en Haïti comme ailleurs. Rien n'est jamais donné, pour conquérir, il faut des forces ! Comment lutter nu et le ventre vide ? C'est le sens des actions que *L'Avenir Social* et la CGT engagent avec leurs partenaires (édito de *L'Être solidaire* n° 19 de janvier 2010 par Jacqueline Garcia).

Trois ans après : où en sommes-nous ? *L'Avenir social* organise une demi-journée d'information sur le pays et son action sur place en présence et avec le témoignage d'un militant haïtien, Gaston Jean, de l'« Association des Originaires de Grand plaine » (association de développement local en zone rurale en Haïti). Elle a lieu le mercredi 13 février à partir de 14 h, salle Mezzanine, dans les locaux de la CGT à Montreuil. Nous espérons vous y voir nombreux.

Line Boyer
chargée de projet



Point Orga

Nous comptons au 31 décembre 2012, 647 adhésions à *L'Avenir Social*. Après le fort développement de ces dernières années, nous avons connu un léger recul, notamment parmi les individuels (en 2011, l'adhésion avait été très forte conjointement avec le mouvement de solidarité pour le Japon). La stabilité de nos adhésions parmi les organisations de la CGT confirme que *L'Avenir Social* est bien reconnu comme l'association de solidarité de la CGT.

En 2013, nous voulons développer notre relation avec les adhérents en leur donnant plus de responsabilité et en améliorant le fonctionnement de notre organisation.

C'est tout d'abord l'utilisation d'un fichier rénové, qui tout en nous mettant en conformité avec les règles comptables, nous permet une meilleure connaissance de nos adhérents : pouvoir les contacter et leur faire parvenir « *L'Être Solidaire* » par mail ou courrier.

C'est aussi la mise en place du prélèvement automatique qui pourra faciliter la réadhésion et simplifier le règlement de la cotisation. Cette rubrique apparaîtra sur la fiche de renouvellement de l'adhésion 2013 et sera utilisable immédiatement.

Pour que *L'Avenir Social* soit encore plus notre association de solidarité en 2013, nous envisageons dans le courant de cette année de vous adresser une fiche de connaissance à compléter et à nous retourner.

Josette Claverie, membre du CA

Année 2012, mois par mois

Dénomination	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Total Orga / mois	7	79	101	30	16	44	10	4	14	11	5	2
Cumul Orga	0	86	187	217	233	277	287	291	305	316	321	323
Individuels / mois	12	109	76	57	19	7	2	2	15	8	10	6
Cumul individuels	0	121	197	254	273	280	282	284	299	307	317	323
Total général : mois Orga + individuels	19	188	177	87	35	51	12	6	29	19	15	8

Cumul général	19	207	384	471	506	557	569	575	604	623	638	646
----------------------	-----------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------